

Censures, menaces, dénonciations, agressions : les méthodes totalitaires de certains militants de « gauche »

par Ana Minski

Cet article a été écrit pour soutenir Blandine D., féministe engagée accusée de transphobie, et dénoncer le climat délétère de certains milieux militants

Depuis 2014, de nombreux actes de censures et de dénonciations, des menaces et des agressions, sont régulièrement pratiqués par des militants qui se prétendent féministes, antifascistes, écologistes, anticapitalistes, etc. Ces militants s'opposent à toute critique de leurs dogmes, s'attaquent à la libre expression des opinions de chacun, considèrent leurs opposants politiques comme déviants, toxiques, dangereux, à exclure, à silencer, à abattre. Ces actes exposent un projet politique totalitaire. Nous partageons quelques faits de censures et d'agressions de la part de militants de la pensée unique à la fin de cet article.

Dans la continuité de ces méthodes, de nombreuses féministes radicales sont victimes d'agressions (verbales ET physiques) et de censures depuis des années, au seul prétexte qu'elles osent critiquer l'identité de genre, la PMA, la GPA, l'expression profondément misogyne de « travail du sexe », la porno-prostitution, le BDSM, l'islam, le judaïsme, etc.

Nous sommes, à tort et à travers, accusées de « transphobie », « islamophobie », « putophobie », « validisme », « antisémitisme », « racisme », « fascisme », etc. Accusées, sans argument sérieux, de toutes les discriminations possibles et imaginables.

Légalement, une discrimination « concerne toute distinction opérée entre les personnes physiques [et morales] sur le fondement de leur origine [...] leur identité de genre [...] leurs opinions politiques.¹ ». Elle s'attaque à : « une personne ou un groupe de personnes à raison de leur **sexe**, de leur orientation sexuelle ou identité de genre ou de leur handicap. » Les féministes radicales sont qualifiées de transphobes parce que leurs analyses prouvent que la réalité biologique de la binarité des sexes est au cœur de l'oppression que les femmes subissent, de la misogynie qui fonde le patriarcat et de la domination masculine. Pour cette raison, elles excluent les transfemmes des réunions ou manifestations féministes non mixtes, discrimination autorisée par la loi (Article 225-3):

« 4° Aux discriminations fondées, en matière d'accès aux biens et services, sur le sexe lorsque cette discrimination est justifiée par la protection des victimes de violences à caractère sexuel, des considérations liées au respect de la vie privée et de la décence, la promotion de l'égalité des sexes ou des intérêts des hommes ou des femmes, la liberté d'association ou l'organisation d'activités sportives...² »

Ce qui gêne certains transactivistes, c'est le fait que les féministes osent rappeler que **le sexe n'est pas subjectif**, qu'il est une réalité biologique qui peut, selon les contextes culturels, entraîner des discriminations sociales et économiques importantes envers les femmes. Rappelons que ce sont les

1 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045391831

2 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043895868

femmes qui prennent en charge la gestation, l'accouchement et l'allaitement, que la répartition des masses graisseuses, les taux d'hormones, la forme du bassin diffèrent de celle des hommes.

Le patriarcat a réduit les femmes et les hommes à deux **classes de genre du fait de leur sexe biologique respectif**. Cette conspiration (consciente ou non) des hommes pour **contrôler la sexualité et la procréation** est fondée sur la réalité biologique sexuée. La socialisation genrée et la culture du viol sont les moyens par lesquels les sociétés patriarcales façonnent d'un côté des individus soumises et exploitables, de l'autre des sujets agressifs et dominants. C'est pour ces raisons que les féministes ont depuis longtemps dénoncé le genre, c'est-à-dire la socialisation des individus selon leur sexe.

L'idéologie de « l'identité de genre » s'oppose au féminisme pour plusieurs raisons, nous ne mentionnerons que les principales :

- l'identité de genre participe à la confusion genre et sexe puisqu'un individu peut modifier la mention du sexe sur sa pièce d'identité nationale, alors que dans les faits il ne change pas de sexe mais de genre ;
- l'identité de genre suggère que nous naissons dans le mauvais corps si le genre que la société patriarcale nous a attribué à la naissance ne nous convient pas, or, considéré qu'il est possible de naître dans le mauvais corps, c'est maintenir le dualisme corps/esprit propre au patriarcat occidental qui oppose l'un et l'autre pour mieux exploiter les corps ;
- considérer qu'une inadéquation entre le sexe et le genre est un problème physiologique et non social, c'est accorder une importance aux stéréotypes sexuels et les valider ;
- considérer qu'un homme qui s'identifie femme est, biologiquement, une femme, c'est participer à l'invisibilisation de l'exploitation du corps bien spécifique des femmes et accorder une importance démesurée au ressenti de chacun ;

Les féministes nommées « TERFs » par leurs opposants, sont simplement des femmes qui ne pensent pas que le cerveau soit sexué³, que les stéréotypes sexistes soient innés ou qu'il soit possible de changer de sexe. Elles sont pour l'abolition du genre non pour qu'il nous enferme dans une identité.

Pour autant, elles ont parfaitement conscience des souffrances que génère une société patriarcale sur les individus. Elles ne minimisent nullement les souffrances liées à la dysphorie de genre. Cette souffrance doit être prise en compte et des solutions et aides doivent être mises en place mais sans nier la réalité biologique des sexes. Ce n'est pas contre la sexuation que nous devons lutter mais contre la dualité des sexes qui valorise l'homme et infériorise la femme.

3 Les misogynes s'appuient sur les neurosciences pour affirmer qu'il existe des cerveaux sexués et justifier les stéréotypes sexuels. Les neurosciences sont très présentes actuellement dans le champ scientifique pour appréhender les différences entre les sexes, elles semblent être à la pointe de découvertes majeures mais, comme toute science nouvelle, elles sont souvent utilisées à tort et à travers par les idéologies les plus diverses. Les recherches plus fiables sont, comme bien souvent, les plus prudentes, aussi ces dernières affirment plutôt que : « À ce jour, aucune étude n'a attribué à ces différences de sexe des spécificités d'aptitudes et de comportements : capacité à faire plusieurs choses à la fois, orientation dans l'espace, aptitude au langage, etc. [...] Ces différences sont à considérer au regard des influences familiales et sociales pendant ces mêmes périodes, influences qui contribuent au câblage des réseaux de neurones du jeune cerveau alors en pleine croissance » <https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2018-3-page-85?lang=fr>

Il est important également de signaler que les neurosciences prennent trop rarement en compte le contexte sociologique des sujets qu'elles étudient. À ce titre, nous conseillons l'essai d'Albert Moukheiber, *Neuromania, le vrai du faux sur votre cerveau*, Allary édition, 288 pages.

Les féministes ont participé à dénoncer les dérives causées par l'idéologie de l'identité de genre sur les femmes et les mineurs : danger des bloqueurs de puberté⁴, scandales médicaux⁵, influence des réseaux sociaux sur l'explosion des transitions chez les mineurs⁶, dérives misogynes de certains transactivistes⁷, propagande mensongère⁸, etc.

Contrairement à ce qu'affirment les chasseurs de « Terfs »⁹, l'identité de genre ne peut être une idéologie émancipatrice puisqu'elle ne met en danger ni le patriarcat ni le capitalisme. Nous ne sommes malheureusement guère étonnées par le fait que ces militants de la pensée unique, ces détenteurs du « bien », ne s'inquiètent jamais, voire même soutiennent, les menaces et les injures que subissent les féministes. Plusieurs appels à la haine ont ainsi été publiés sur les réseaux sociaux, répandus sur les murs des villes. Souvenons-nous de ce fameux « Les Terfs au bûcher », appel au meurtre et mépris pour les milliers de femmes brûlées vives dans les bûchers. La misogynie est toujours belle et bien présente dans les milieux militants de gauche. L'appel à l'exclusion, à la censure, au « bûcher » est une misogynie intégrée au fort potentiel meurtrier.

L'appel à la haine et au meurtre ne vient pas de notre camp !

Au vu de leurs méthodes et de leur incapacité à participer à des débats argumenter, nous pensons que ces militants qui agressent, menacent, diffament les féministes, sont irrationnels, sectaires et dangereux. Leurs méthodes sont totalitaires, elles s'attaquent à la liberté d'expression et d'opinion, discriminent des femmes pour leurs opinions politiques, les mettent en danger.

Il n'y a d'ailleurs plus de manifestation du 8 mars sans que des femmes ne soient injuriées, menacées, agressées¹⁰.

Quelques faits de censures et d'agressions commises par les militants de la pensée unique provenant de l'article de Tomjo à lire [ici](#) :

- 22 novembre 2014 : bousculades, coups, intimidations entraînent l'annulation d'un débat animé par Alexis Escudero au Salon du livre libertaire de Lyon, sur son livre *La Reproduction artificielle de l'humain*, un livre contre la fabrique, la marchandisation et la sélection génétique des humains (alias PMA-GPA) ;
- 28 novembre 2014 : après plusieurs manifestations, le Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis annule une série de performances-spectacles de l'artiste sud-africain Brett Bailey intitulées « Exhibit B ». Il s'agissait, pour les dénoncer, de reconstitutions de zoos humains du début XXe siècle ;

4 <https://www.juristespourlenfance.com/2020/02/22/un-endocrinologue-sonne-lalarme-contre-les-bloqueurs-de-puberte/> ; <https://www.ieb-eib.org/fr/actualite/statut-du-corps-humain/genre-et-sexualite/fin-des-bloqueurs-de-pubertepour-les-mineurs-l-angleterre-revoit-sa-prise-en-charge-de-la-dysphorie-de-genre-2238.html>

5 <https://www.courrierinternational.com/article/transidentite-la-clinique-tavistock-recit-d-un-scandale-medical-britannique>

6 <https://www.slate.fr/story/167366/sciences-recherche-etudes-jeunes-trans-militantisme> ; <https://www.dragonbleutv.com/documentaires/mauvais-genre-epidemie-mondiale/>

7 <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/des-transactivistes-violents-tentent-de-simposer-par-la-terreur-dans-les-organisations-feministes>

8 <https://reinformation.tv/lesbienne-transgenre-camille-paglia-mensonge-violence-propagande-vite-74356-2/>

9 <https://web.archive.org/web/20210509201410/https://www.affranchie.fr/post/la-chasse-aux-terfs>

10 <https://www.50-50magazine.fr/2020/03/10/des-personnes-prostituees-agressees-et-reduites-au-silence-dans-des-manifestations-du-8-mars/> ; <https://lesruminants.com/2021/03/18/non-au-systeme-prostitueur/> ; <https://www.femme-s.org/post/pas-de-f%C3%A9minisme-sans>

- 9 décembre 2014 : le centre LGBT de Paris annule sous la menace une conférence de l'historienne Marie-Jo Bonnet, militante lesbienne et féministe, fondatrice du Front homosexuel d'action révolutionnaire en 1971, à cause de ses positions publiques contre la GPA. Son intervention avait pour thème « Résistance-Sexualité-Nationalité à Ravensbrück » (un camp de concentration nazi réservé aux femmes, sur qui les médecins pratiquaient diverses expériences) ;
- 28 octobre 2016 : la librairie marseillaise Mille Bâbords subit une « descente raciale » (livres et revues piétinés, affiches arrachées, tables renversées, coups et menaces, utilisation de gazeuse, vitrine brisée) lors d'une discussion avec les auteurs du tract « Jusqu'ici tout va bien », une critique des thèmes raciaux, « décoloniaux » et anti-islamophobes développés notamment par le Parti des Indigènes de la République ;
- 21 mars 2017 : l'Université Lille 2 annule, par crainte de « débordements », le spectacle du metteur en scène Gérald Dumont tiré du texte de Charb, *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* (2015) ;
- 25 mars 2019 : après intimidations et menaces de groupes « antiracistes », la Sorbonne annule la pièce *Les Suppliantes* d'Eschyle, mise en scène par l'enseignant de grec ancien Philippe Brunet, au motif que ce dernier fait porter des masques noirs à des personnages noirs, comme le réclame pourtant l'art de la mise en scène depuis l'antiquité ;
- 27 juillet 2019 : le site d'informations Rebellyon.info lance un appel public à user du « briquet », photo à l'appui, envers le journal *La Décroissance*, au motif que sa critique des technologies reproductrices véhicule des considérations « transphobes » et « sexistes ». Dix jours plus tard, après que l'ensemble des sites d'informations alternatifs du réseau « Mutu » a relayé cet appel, le stand du journal est effectivement attaqué lors d'une rencontre sur le futur site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure20 ;
- 24 octobre 2019 : censure de la conférence de la philosophe féministe Sylviane Agacinski, sur le thème « L'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique », par l'Université de Bordeaux, sous la menace d'associations et collectifs queers. Sylviane Agacinski est connue pour sa critique de la GPA ;
- 3 juillet 2021 : le syndicat CNT du Finistère doit annuler sa Fête de l'autogestion sous la menace de groupes soi-disant « anarchistes », à cause d'une conférence de Pièces et main d'œuvre sur le thème « Biopolitique et société de contrôle » ;
- 29 avril 2022 : aux cris de « Assassins ! », des assaillants du Collectif radical d'Action Queer perturbent et annulent la conférence des psychanalystes Céline Masson et Caroline Eliacheff, auteures de *La fabrique de l'enfant transgenre* (2022), à l'Université de Genève. Les deux auteures défendent le principe de précaution, face à l'afflux de mineurs dirigés vers des parcours chirurgicaux et pharmaceutiques de transition sexuelle ;
- 17 mai 2022 : l'Université de Genève (encore) annule la conférence du professeur de littérature, et pourtant très postmoderne, Eric Marty, venu présenter son livre *Le Sexe des modernes : pensée du neutre et théorie du genre* (2022), une mise en perspective critique de la conception américaine du genre ;
- 5 juin 2022 : annulation par le cinéma *L'Univers* à Lille d'une conférence de *Pièces et main d'œuvre* sur le thème « Technologie, Technocratie, Transhumanisme » après plusieurs menaces auprès du cinéma et un communiqué anonyme sur l'Internet ;
- 17 novembre 2022 : perturbation et annulation d'une conférence de Caroline Eliacheff organisée à Lille dans le cadre du festival Cité Philo, pourtant versé lui-même dans le postmodernisme. La section lilloise d'EELV estime devoir lutter contre la « diffusion de la

- propagande transphobe ». Les organisateurs de la conférence relèvent que c'est la première fois en vingt-six ans qu'une conférence est ainsi annulée sous les intimidations ;
- 19 novembre 2022 : la Maison de l'écologie de Lyon annule, sous la menace et les injures, une conférence organisée par les écoféministes de *Floraisons* et de *Deep Green Resistance*. La section LGBTQIA+ d'EELV, qui n'a pas conscience des mots, se félicite de l'annulation d'un événement « écofasciste » ;
 - 15 décembre 2022 : le collectif queer Ursula tente d'annuler une conférence de Céline Masson et Caroline Eliacheff au Café laïque de Bruxelles, par des cris et jets d'excréments ;
 - 4 avril 2023 : sous la menace de se faire « casser les genoux » et d'être passé à la lame, le Comité Laïcité République de Nantes (des socialistes) annule une conférence de Marguerite Stern, ancienne « femem », inventeuse des collages féministes, déjà menacée de mort pour ses propos sur la participation des hommes « en transition » aux mouvements féministes ;
 - 22 juin 2023 : lors d'un colloque organisé par la fac de Droit Paris-Panthéon-Assas sur le thème « La République universelle à l'épreuve de la transidentité », discutant notamment de la « volonté toute-puissante » du « transhumanisme » et de la « transidentité », des étudiants masqués jettent de la peinture sur les intervenants ;
 - 9 juillet 2023 : au Salon du livre anarchiste de Ljubljana en Slovénie, un groupe parisien tente de faire annuler une intervention de la bibliothèque anarchiste parisienne Les Fleurs Arctiques, usant des incontournables insultes en « phobe ». Les Fleurs arctiques avaient notamment fait circuler des idées contre les Identity Politics (les politiques identitaires), le racisme et la religion, avec La race comme si vous y étiez (Les Amis de Juliette et du printemps, 2017) ;
 - septembre 2023 : lors des rencontres anarchistes à Saint-Imier, des livres du stand de la Fédération anarchiste ont été volés, déchirés, brûlés, des camarades de la F.A ont été insultés et frappés (https://chez.renart.info/IMG/pdf/mes_vacances_a_saint-imier.pdf) ;
 - 5 juillet 2024 : annulation du festival Festalure sous la pression de « trans et queer », membres d'une communauté agricole voisine, hostiles à la venue de PMO et à celle de Nicolas Casaux (<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/une-breve-histoire-du-solaire-photovoltaïque>).
-

Blandine D., enseignante et féministe engagée, créatrice du remarquable podcast « Rebelles du genre¹¹ » dont nous ne pouvons que conseiller l'écoute a été récemment accusée, par courrier anonyme adressé à son directeur, de transphobie. Nous ignorons si l'autrice (auteur ?) de cette lettre dénonciatrice est militante ou non, si elle est au fait ou non des débats féministes sur l'identité de genre. Quoiqu'il en soit, nous soutenons Blandine injustement accusée et dénonçons les discriminations et menaces qui ciblent de nombreuses femmes sous prétexte de protéger des hommes qui s'identifient au genre féminin. Nous partageons ici la réponse de Blandine :

« Chères amies, chères sœurs,

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour partager un événement qui dépasse ma personne et qui nous concerne toutes en tant que féministes.

11 <https://rebellesdugenre.wordpress.com/>

Récemment, une ancienne élève (ou prétendue telle) a adressé une lettre à mon proviseur, m'accusant de transphobie pour avoir signé une tribune dans le journal Marianne en 2020.

Cette tribune, que j'assume pleinement, critique le concept de genre dans une perspective féministe et pose des questions légitimes sur ses implications pour les droits des femmes.

En voici le lien : <https://www.marianne.net/.../trans-suffit-il-de-s...>

Et voici la lettre :

Madame, Monsieur lae Proviseur.e du Lycée T..

Je suis une ancienne élève du lycée (avant 2020) et j'ai connu Mme Blandine D, qui était une de mes professeures. Je vous envoie ce mail très grave puisque j'ai découvert que Blandine D. avait signé une tribune transphobe et extrêmement violente à l'égard des personnes trans en 2020, qui a été relayée par le journal Marianne. Voici le lien de cette tribune :

<https://www.marianne.net/.../trans-suffit-il-de-s...>

Cette tribune est un monument de transphobie TERF (Trans Exclusionnary Radical Feminist). En France, la transphobie au même titre que l'homophobie, la misogynie, la biphobie ; est un DELIT, PAS une opinion. Un tel positionnement public de la part d'un.e professeurice est scandaleux et d'une violence extrême pour les personnes trans.

Je n'imagine pas le malaise que doivent ressentir des personnes trans qui seraient dans les mêmes cours que Blandine D. C'est aussi l'occasion de rappeler que d'autres signataires de cette tribune transphobe comme Dora Moutot ou Marguerite Stern sont des militantes d'extrême droite notoires qui n'ont de féministe que de nom ; et qui sont extrêmement et publiquement proches de groupes racistes actuels comme le collectif Némésis, très connu pour son amicalité envers l'islamophobe et raciste Mila, qui est régulièrement invitée par l'extrême droite raciste et fasciste d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen et Jordan Bardella. Ces deux militantes racistes et transphobes ont écrit un livre monstrueux de transphobie : "Transmania, enquête sur les dérives de l'idéologie transgenre".

Ces deux personnes sont les mêmes qui ont signé la tribune signée par Blandine D (140 signataires au total, le club des transphobes est un club très select).

Je suis profondément choquée par ce positionnement étant donné que j'ai connue Blandine D et que je l'ai vue très souvent sur internet dans les mouvements féministes. J'avais de l'estime pour elle mais il s'avère qu'en réalité elle est complice d'une idéologie criminelle et illégale en France. De telles prises de position sont très dangereuses, et profondément incompatibles avec le métier d'enseignant.e, surtout à des [adolescent.es](https://www.adolescent.es) en développement très intense. Je ne sais pas si Blandine D est toujours en poste chez vous, mais si c'est le cas je vous partage cette découverte et vous enjoins à des mesures urgentes de protection et d'éloignement des élèves.

Une idéologie transphobe, au même titre qu'une idéologie raciste, est une idéologie extrêmement dangereuse, criminelle, et basée sur la désignation d'un bouc émissaire comme ennemi commun, totalement déconnecté des réalités matérielles. Ce sont des idéologies intolérables et criminelles : les personnes trans sont extrêmement surreprésentées dans les suicides, et une des causes majeures est la transphobie. En espérant que le lycée saura réagir avec rapidité afin de protéger les personnes concernées, et de ne pas laisser une porte publique ouverte à la transphobie à l'école de la république. La transphobie est un délit intolérable QUI TUE, pas une opinion.

Bien à vous,

Une ancienne élève concernée.

Message non signé.

« Cette lettre anonyme m'a beaucoup inspirée, et, je tiens à remercier son auteur anonyme pour son zèle dénonciateur. Il est rare de recevoir une telle preuve d'attention, même si elle prend la forme d'une attaque.

Mais cette lettre ne vise pas seulement ma personne, : elle s'inscrit dans un harcèlement systémique contre toutes les féministes critiques du genre et, plus largement, contre toutes les femmes qui osent défendre leurs droits.

C'est précisément pour cette raison que je souhaite répondre publiquement, afin de dénoncer le harcèlement systémique dont sont victimes les féministes critiques du genre et de réaffirmer l'importance de notre liberté d'expression.

Mon engagement féministe est ancien, profond et sans ambiguïté. En signant cette tribune en 2020, j'ai exprimé une préoccupation légitime : celle de la reconnaissance des femmes comme réalité sociale et biologique, et non comme simple ressenti individuel. Ce n'est pas un discours de haine, mais une analyse politique qui s'interroge sur les conséquences de l'idéologie du genre sur les droits des femmes. Je refuse que cette réflexion soit réduite à une « violence idéologique ».

Quelques points problématiques à souligner :

1. La signature de la tribune

Oui, j'ai signé cette tribune. Dans une démocratie, signer un texte qui exprime une opinion, c'est exercer un droit fondamental. La liberté d'opinion et d'expression est protégée par la Constitution française. Si la signature d'une tribune devient un motif de condamnation publique ou professionnelle, alors nous avons un sérieux problème avec nos principes démocratiques.

2. L'usage du terme « TERF » et de l'injure

Ce mot est devenu l'insulte préférée pour discréditer les féministes qui défendent les droits des femmes en tant que classe sociale et refusent l'idée que l'identité de genre prime sur le sexe biologique. Il fonctionne comme un appel à la haine déguisé en argument politique. En réalité, il vise à faire taire celles qui osent poser des questions légitimes sur les implications des revendications liées au genre pour les femmes. Notons que cette insulte est réservée aux femmes... Le débat mérite mieux que des étiquettes péjoratives.

L'injure, arme des sans-arguments : Quand on n'a rien à répondre sur le fond, il reste toujours l'insulte. « Transphobe », « putophobe », « TERF »... des mots qu'on balance comme des gifles pour éviter toute discussion. C'est pratique, mais peu convaincant. L'invective n'a jamais fait une démonstration. Elle révèle surtout un vide argumentatif.

3. Les accusations par association

On m'accuse d'être proche de l'extrême droite parce que certaines signataires de la tribune ont des opinions politiques différentes des miennes. C'est absurde : cela revient à dire que partager une tribune avec quelqu'un équivaut à adhérer à toutes ses idées. Un examen un peu approfondi des

signataires de cette tribune, aux côtés de militantes historiques pour les droits des femmes, devrait dans ce cas m'être crédité.

4. La notion de délit

La « transphobie » (terme non défini juridiquement et que je réfute) pourrait être condamnable s'il s'agissait d'incitation à la haine ou à la violence – ce que je condamne fermement –, mais le débat d'idées n'est pas un délit. Réduire toute critique du genre à un acte criminel revient à censurer tout débat public sur ces questions complexes. On a parfaitement le droit de ne pas croire au mythe du “mauvais corps”, et c'est mon cas.

5. Le féminisme est critique du genre

Par définition, le féminisme critique le genre, ce système oppressif qui cantonne les femmes à des rôles imposés par les hommes à leur bénéfice. Être féministe implique donc de vouloir abolir le genre.

De plus, défendre une approche critique du genre ne signifie pas rejeter les personnes qui se pensent trans, mais interroger l'impact de certaines revendications sur les droits des femmes en tant que groupe social opprimé.

Se battre pour les droits des femmes, c'est tout simplement la base du féminisme.

6. Mon rôle d'enseignante

Je refuse de croire que débattre nuit aux élèves. Mon rôle est précisément de leur apprendre à réfléchir, à développer leur esprit critique et à s'interroger sur des questions complexes. Les enfermer dans une pensée unique serait nier leur capacité d'analyse et leur intelligence.

7. La volonté de faire taire : le poids de la précarité sur les femmes

Cette tentative de me réduire au silence en ciblant ma vie professionnelle s'inscrit dans un contexte plus large où trop de femmes sont empêchées de s'exprimer librement en raison de leur précarité économique et professionnelle. Dans une société où les femmes sont encore surreprésentées dans les emplois précaires, les temps partiels subis, la pauvreté et les contrats instables, leur liberté d'expression est souvent conditionnée par leur dépendance financière ou leur peur des représailles professionnelles.

Comment peuvent-elles défendre leurs idées ou dénoncer des injustices quand elles risquent de perdre ce qui leur permet de vivre ? Cette réalité sociale est un outil puissant pour maintenir les femmes dans le silence et l'obéissance. Les menaces voilées ou explicites, comme celles que je subis aujourd'hui, participent à cette mécanique d'intimidation. Mais je refuse de me taire, car chaque fois qu'une femme cède à cette pression, c'est l'ensemble des droits des femmes qui recule.

8. Une lettre anonyme, des méthodes fascistes

Cette lettre n'est même pas signée par son auteure réelle : il est toujours plus facile de lancer des accusations lorsque l'on n'a pas à en assumer la responsabilité publiquement. L'anonymat rend cette attaque insidieuse et montre qu'il ne s'agit pas d'un débat ouvert, mais bien d'une volonté ciblée de nuire.

Exiger mon exclusion au nom d'une prétendue « protection des élèves » reproduit des mécanismes autoritaires bien connus : contrôler l'expression publique des femmes sous couvert de moralité ou

de protection sociale. Ces méthodes rappellent tristement celles des régimes fascistes où les femmes étaient reléguées au silence sous prétexte qu'elles mettaient en danger l'ordre établi.

9. Un mantra : la surreprésentation des suicides trans

La lettre affirme que « les personnes trans sont extrêmement surreprésentées dans les suicides, et une des causes majeures est la transphobie ». Si ces souffrances doivent être prises au sérieux, instrumentaliser ces drames pour faire taire les féministes relève de la manipulation. Les facteurs de risque sont multiples (troubles psychiatriques, exclusion sociale, précarité), et réduire cette complexité à une cause unique nie la réalité. Brandir cet argument revient à infantiliser les personnes trans, en supposant qu'elles ne pourraient pas participer à des débats contradictoires.

10. Le harcèlement : une complicité collective

Le harcèlement que je subis ne se limite pas à cette lettre anonyme. Il prend de nombreuses formes : diffamation publique, tentatives d'intimidation professionnelles, insultes sur les réseaux sociaux, exclusion de cercles militants. Ces attaques reposent sur un réseau de complicités actives ou passives. Celles et ceux qui y participent – en colportant des accusations infondées, en relayant des discours haineux ou en gardant un silence complice – doivent savoir que l'histoire saura leur rendre justice.

11. Rompre le silence, assumer sa voix :

Il est temps que les femmes qui subissent ce type de harcèlement prennent la parole. Se taire, c'est laisser faire. J'en appelle aux féministes critiques du genre : sortons de l'ombre, osons dire ce que nous pensons, montrons que nous sommes nombreuses, lucides et solidaires. La peur change de camp quand nous cessons d'avoir peur.

Pour finir

Je tiens à conclure en exprimant ma solidarité avec toutes les femmes invisibilisées par la précarité économique ou réduites au silence par le harcèlement et la peur des représailles professionnelles. Je m'exprime aujourd'hui non seulement pour moi-même, mais aussi pour toutes celles qui n'ont pas la sécurité nécessaire pour défendre leurs convictions publiquement.

Cette réponse publique est un acte de sororité envers ces femmes privées de leur liberté d'expression par un système qui punit celles qui osent s'écarter du discours dominant. Je refuse que cette intimidation devienne la norme et continuerai à défendre mes idées avec courage tout en luttant pour un féminisme où toutes les voix – y compris critiques – peuvent être entendues. »

